



Des monocultures durables ? Non merci!

Par [Grain](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#)

Mondialisation.ca, 05 septembre 2006

grain.org 5 septembre 2006

Il faut discréditer l'écoblanchiment de l'agrobusiness

Le « développement durable » a toujours été un concept-caméléon, facilement utilisé pour mystifier la destruction de l'environnement. L'agrobusiness est particulièrement doué pour ce genre d'écoblanchiment. Sa dernière astuce est de présenter les monocultures industrielles comme durables. Aujourd'hui des projets de ce genre soutenus par les entreprises privées surgissent partout dans le monde, allant des « plantations durables de palmiers à huile » aux « fermes d'élevage durables de saumon ». Ce à quoi on peut s'attendre de la part de l'agrobusiness. Mais ce qui est plus inquiétant cependant, c'est que des ONG et des groupes d'agriculteurs participent aussi à ces projets des entreprises privées.

Ce numéro d' *A contre courant* examine de manière critique certains de ces projets et les nouvelles formes, les nouveaux acteurs et le nouveau langage qu'ils utilisent pour arriver au même objectif de toujours, celui de transformer notre alimentation et la biodiversité en marchandises mondialisées.

Des palmiers à huile durables?

Le palmier à huile est la culture la plus productive et polyvalente de toutes les oléicultures. Un hectare peut produire cinq tonnes d'huile de palme brute (CPO), qui est abondamment utilisée dans la fabrication de produits alimentaires et dans les industries pharmaceutique, chimique et cosmétique. Au prix de 43 US\$ le baril, c'est l'huile végétale la moins chère sur le marché international.

La notion de « durabilité »

Le concept de « durabilité » est pour la première fois apparu en 1987 dans le Rapport Brundland. Il a apporté une vision édulcorée du « développement durable » qui cherchait simplement à s'arranger avec le modèle de croissance économique dominant. La proposition reconnaissait que ce modèle de développement prédateur conduisait la planète à une rupture mais laissait ses principes fondamentaux intacts et à l'abri de tout débat. Le rapport esquivait aussi les problèmes socio-économiques majeurs, comme l'augmentation de la pauvreté mondiale et le fossé toujours plus grand entre les riches et les pauvres.

Au Sommet mondial, le théologien Leonardo Boff a déclaré que ce dont nous avons besoin ce n'était pas d'un développement durable mais de sociétés durables. Depuis, différents secteurs de la société se sont approprié le terme de « durabilité » à leur manière. L'une des tentatives les plus remarquables des mouvements de défense de l'environnement de définir

le terme a été développé avec le processus de « Cône sud durable » en Amérique du Sud[1]. Il définissait quatre dimensions nécessaires à la durabilité :

- La dimension écologique implique de préserver et d'améliorer la diversité et la complexité des écosystèmes, leur productivité, les cycles naturels et la biodiversité. La crise écologique n'est pas un problème abstrait n'intéressant que la classe moyenne des pays du Nord, qui ont déjà satisfait leurs besoins élémentaires et peuvent s'offrir le luxe de s'inquiéter pour la nature qui les entoure. La crise écologique est directement liée à la survie physique et culturelle des communautés et des groupes sociaux exclus sur la planète.
- La dimension sociale renvoie à l'accès équitable aux produits de l'environnement, à la fois à l'intérieur et entre les générations, tout comme entre les genres et dans les cultures. La dimension sociale de la durabilité nous permet de mesurer l'importance de la distribution juste des produits de l'environnement dans un monde d'iniquité croissante.
- La dimension économique demande une nouvelle définition de ce qu'est l'activité économique, basée sur les besoins matériels et immatériels, interprétés non seulement comme des manques mais aussi comme des potentiels. Les nouvelles activités économiques doivent reposer sur une production locale diversifiée, adaptée aux écosystèmes de manière à les utiliser de manière durable.
- La dimension politique renvoie à la participation directe des personnes dans les prises de décisions, dans la définition de leur avenir commun et dans la gestion des produits de l'environnement à travers des structures gouvernementales décentralisées et démocratiques. Cela veut dire donner un nouveau sens à la politique et générer de nouvelles pratiques basées sur la participation et des actions directes des personnes en quête d'alternatives, qui doivent nécessairement émerger de relations horizontales, plutôt que de dispositifs de concentration des pouvoirs directifs et centralisés. La durabilité ne sera possible que si le pouvoir de la prise de décision revient aux populations.

Loin de ces idéaux cependant, et en nette opposition avec le mouvement de défense de l'environnement, les principales entreprises privées ont aussi commencé à revendiquer elles-mêmes la « durabilité », par des initiatives comme le Conseil des affaires sur le développement durable. Les projets actuels de monoculture « durable » en sont les descendants directs.

Avec l'accroissement de la demande en huile de palme, la surface des terres consacrées aux plantations a considérablement augmenté ces dernières années. La surface des plantations de palmiers à huile a augmenté de plus de 40% depuis les années 90, et la plupart de ces plantations se trouvent en Malaisie et en Indonésie, les pays les plus gros producteurs mondiaux d'huile de palme.[2] Le gouvernement indonésien a prévu de créer la plus grande plantation de palmiers à huile du monde qui couvrira près de trois millions d'hectares à Bornéo et a récemment signé un accord de financement de 8 milliards de US\$ avec la Banque chinoise de développement pour créer une autre plantation de palmiers à huile dont la taille fera la moitié des Pays-Bas.

Cette huile bon marché renferme des coûts cachés. L'huile de palme provient dans sa plus grande part de la monoculture du palmier à huile dans des plantations industrielles qui sont connues pour leur utilisation des pesticides et les piètres conditions de travail. De plus, les

nouvelles plantations de palmier à huile sont généralement plantées dans des forêts tropicales. Dans la seule Malaisie, les plantations de palmiers à huile sont responsables de 87% de la déforestation entre 1985 et 2000[3]. La conversion des forêts en plantations de monoculture conduit à une perte irrémédiable de biodiversité et, en Malaisie, plusieurs espèces de mammifères, de reptiles et d'oiseaux ont complètement disparu sur l'autel du développement de l'huile de palme. Mais le défrichement de la forêt n'a pas seulement porté atteinte à l'habitat du règne animal. Depuis que l'extension des plantations de palmiers à huile empiète de manière générale sur les terres de droit coutumier, les communautés autochtones sont régulièrement déplacées et dépouillées de leurs moyens d'existence forestiers, compromettant davantage leur identité et leur survie en tant que peuples.

Face à la montée de la critique internationale, la Table ronde sur l'huile de palme durable (Roundtable on Sustainable Palm Oil - RSPO) a été établie pour soi-disant apporter une nouvelle voie « durable » à l'industrie.[4] Son but est de définir une série de principes et de critères qui tiennent compte des questions sociales et environnementales liées à l'huile de palme. Mais les coalitions et groupes locaux sont méfiants, en particulier vis à vis de l'engagement des ONG qui, pensent-ils, sont simplement en train d'accorder une caution écologique aux industries étrangères.

Rendre plus verte l'industrie ou industrialiser la verdure ?

L'histoire de la Table ronde remonte à 2001 quand l'Organisation mondiale de protection de la nature (WWF) a confié à un consultant hollandais la tâche de voir les possibilités qu'aurait une coopération informelle entre les acteurs de l'industrie de l'huile de palme de répondre aux préoccupations de la société civile concernant les plantations de palmiers à huile. La première réunion a réuni Aarhus United UK Ltd, Golden Hope Plantations Berhad, Migros, Malaysian Palm Oil Association, Sainsbury's, Unilever et le WWF en 2002.[5] Depuis, d'autres organisations s'y sont jointes et, en novembre 2005, la Table ronde, désormais composée de plus de cent membres, a eu sa troisième réunion, où furent présentés les « Principes et Critères pour une production durable d'huile de palme ». Certains éléments des « Principes et Critères » incluent la certification, la consultation des communautés locales et le respect de l'environnement.

Ce qui motivait cette Table ronde, c'était de rassembler les parties prenantes - les producteurs, les mouliniers, les fabricants, les financeurs et des représentants des ONG sociales et environnementales, afin de susciter une demande pour une « huile de palme durable ». En réorientant le côté « demande », les promoteurs prétendent que le côté « approvisionnement » changera pour le mieux.

Mais pour tout le discours sur la durabilité, la Table ronde sur l'huile de palme durable n'a aucun moyen de contourner sa contradiction inhérente. Le problème de la production industrielle d'huile de palme est qu'elle dépend de grosses plantations qui peuvent difficilement être considérées comme durables. Une plantation de palmiers à huile est une entreprise de monoculture intensive qui dépend lourdement d'intrants comme les engrais et les pesticides. Elle demande de vastes étendues de terre qu'elle a tendance à prendre sur la forêt naturelle et primitive. Et comme elle épuise rapidement la fertilité du sol, elle doit constamment s'étendre ou se déplacer vers d'autres zones. Les plantations de palmiers à huile causent tellement de dégâts qu'elles sont souvent abandonnées après 25 ans.

Cette expansion constante des plantations de palmiers à huile est au centre des conflits

entre l'industrie et les communautés locales. Dans l'Etat malais du Sarawak, par exemple, la majorité des litiges fonciers en cours concernent la conversion des terres de droit coutumier par les compagnies malaises d'huile de palme.^[6] Mais le fond du problème pour les compagnies membres de la Table ronde est qu'elles n'accepteront aucune mesure mettant en danger leur approvisionnement en huile de palme. Il n'est donc pas surprenant que les « Principes et Critères » de la table ronde ne mentionnent pas l'arrêt de l'expansion des plantations de palmiers à huile ou la réduction de la consommation mondiale d'huile de palme. La Table ronde ne va tout simplement pas se mettre sur le chemin de l'expansion continue des plantations de palmiers à huile même si cela rend risible son intention de promouvoir une huile de palme « durable ».

La véritable priorité pour la Table ronde sur l'huile durable est la durabilité de l'approvisionnement en huile de palme, et non la production d'huile de palme durable. Elle est heureuse de se caler dans un fauteuil et de produire de grand « Principes et Critères ou de défendre de « meilleures pratiques de gestion », mais quand il s'agit de vraiment créer des pratiques agricoles durables pour l'huile de palme, la Table ronde laisse le soin aux producteurs de résoudre la question de la transformation de l'eau en vin.

Liaisons dangereuses

Alors pourquoi certaines ONG s'engagent-elles comme membres de la Table ronde? Certaines ONG indonésiennes voient cet engagement comme une stratégie pour influencer la position pro-investisseurs du gouvernement indonésien. Il y en a aussi quelques-unes qui croient que les ONG peuvent agir comme porte-parole de la communauté et servir de passerelle avec l'industrie de l'huile de palme. Une ONG déclare que certaines communautés locales sont maintenant dans une meilleure position pour être entendues par l'industrie de l'huile de palme grâce à la participation des ONG à cette Table ronde. Certaines ONG espèrent obtenir des avancées sur des questions spécifiques, comme l'amélioration des conditions de travail pour les ouvriers des plantations.

Mais d'autres, en particulier les communautés autochtones, voient cela comme une liaison dangereuse. Ils font remarquer qu'ils sont trop peu de groupes pour représenter les intérêts de tant de personnes affectées. Alors que chaque membre a une voix, à condition d'avoir payé les frais d'inscription annuels de 2600 US\$, sur les 103 membres de la table ronde, il n'y a pas un seul membre représentant les communautés locales ou les populations autochtones. Il y a 11 ONG, mais presque tous les 92 autres membres représentent divers secteurs de l'industrie.

Il y a aussi une inquiétude plus fondamentale concernant cette Table Ronde. Certains groupes la voient comme un moyen de l'industrie pour détruire l'opposition à l'augmentation de la production d'huile de palme. En Papouasie-Nouvelle Guinée, où un accord commercial préférentiel avec l'Union européenne éveille les intérêts des investisseurs étrangers pour le développement de l'huile de palme, une coalition de communautés et de groupes locaux a demandé à la Table ronde de rester en dehors du pays. La coalition a fait paraître une déclaration quand des représentants de la Table ronde ont visité le pays en 2005.^[7] Cette déclaration accuse la Table ronde de détourner l'attention du public des dommages sociaux et environnementaux causés par l'huile de palme et de détruire les populations et les organisations locales. De par leur expérience, et celle d'autres groupes dans les pays voisins comme la Malaisie et l'Indonésie, l'huile de palme « entraîne inévitablement des désaccords sociaux et une pollution de l'environnement, et prive les populations locales du droit d'utiliser leur terre pour leur

propre développement économique et social ».

Du soja durable, du soja responsable : toujours plus de soja.

« Le développement du soja en Amérique latine représente une menace récente et profonde pour la biodiversité au Brésil, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie. Les sojas génétiquement modifiés causent beaucoup plus de dommages à l'environnement que les autres cultures, en partie à cause de leurs exigences de production non durables, et en partie parce que leur destination à l'exportation demande des infrastructures de transports importantes, qui ouvrent de vastes espaces de terre à d'autres activités économiques d'extraction contestables pour l'environnement. La production de soja résistant aux herbicides mène à des problèmes environnementaux comme la déforestation, la dégradation des sols, les pesticides et la contamination génétique. Les conséquences socio-économiques comprennent une forte concentration des terres et des revenus, l'expulsion des populations rurales à la périphérie de la forêt amazonienne et vers les zones urbaines, aggravant la concentration des pauvres dans les villes. L'expansion du soja détourne aussi les financements du gouvernement qui pourraient sinon être employés pour l'éducation, la santé, et des alternatives de méthodes agroécologiques bien plus durables. » [8]

Les 17 et 18 mars 2005, le Forum de la Conférence sur le soja durable a tenu sa première réunion à Foz do Iguaçu, au Brésil, réunissant diverses ONG et entreprises privées. Comme pour la Table ronde, sur laquelle il a été modelé, les acteurs principaux étaient le WWF et des entreprises comme Unilever. Etaient aussi présents dans le comité d'organisation, le Groupe André Maggi du Brésil, la chaîne suisse de supermarchés Coop, l'Agence de développement hollandaise Cordaid et la Fédération des associations de petits agriculteurs du Brésil du Sud (Fetraf-Sul/CUT).

Cette initiative a tout de suite rencontré une vive opposition de la part des organisations de la société civile et de paysans. Ils ont organisé une contre-manifestation en parallèle pour dénoncer le programme sous-jacent au projet, sous le slogan « Non au soja durable ». [9] Une déclaration des ONG présentes à la contre-manifestation a dénoncé « le concept erroné des monocultures de soja durable, officiellement promu lors de la première Conférence de la Table ronde sur le soja durable, dans l'intérêt des pays du Nord et de l'agrobusiness, avec le soutien scandaleux de certaines grosses ONG nationales et internationales supposées défendre l'environnement. La durabilité et la monoculture sont fondamentalement inconciliables, tout comme le sont les intérêts des sociétés paysannes et l'agrobusiness. »

Les paysans présents ont fait leur propre déclaration dénonçant l'agrobusiness pour la marchandisation de la vie et de la terre et les gouvernements pour leur échec à mener les réformes agraires. Ils se sont engagés à « défendre les cultures, les territoires et les économies traditionnelles des peuples indigènes et des paysans, en établissant un lien avec les luttes des mouvements sociaux urbains. »

Cette résistance populaire a forcé l'industrie à renoncer à son projet de « soja durable » en quelques mois, et même à fermer définitivement le site web du projet. Cependant, très peu de temps après, le projet a ressuscité sous un autre nom, celui de « soja responsable » et une seconde conférence est prévue en août 2006 à Asunción, au Paraguay. [10]

Pendant ce temps, d'autres initiatives ONG/compagnies privées continuent à s'activer. Le « Site web du soja » (Articulação Soja) dans le Brésil du centre fait la promotion du soja comme une « production ayant de faibles conséquences sociales et environnementales » et

propose « des critères pour la responsabilité sociale des compagnies achetant du soja. » Cargill et l'Office de la Nature, une ONG étasunienne, ont aussi leur propre « projet démontrant leur approvisionnement responsable de soja qui cherche à être un catalyseur pour protéger les ressources environnementales de valeur à l'intérieur et autour de la région de Santarém. » L'objectif final de ce projet est de « définir et développer des stratégies opportunes pour aider tous les agriculteurs de la région à être en totale conformité avec les lois environnementales du Brésil. » L'initiative de Cargill a été largement rejetée par le Forum brésilien des ONG et des mouvements sociaux qui s'est réuni lors de la réunion COP8 (huitième conférence des parties) de la Convention sur la diversité biologique à Curitiba au Brésil.

Les monocultures industrielles ne sont pas durables

La durabilité n'a aucun sens à moins d'être basée sur le respect des vies des communautés et des lieux où elles vivent. Les monocultures industrielles productrices de marchandises sont totalement dénuées de ce respect. Ainsi, nous constatons que les projets de monocultures durables sont toujours conçus et définis par ceux qui détiennent le pouvoir économique. C'est pourquoi ils sont toujours adaptés pour la production de marchandises de l'agrobusiness orienté vers l'exportation, qui remplace inévitablement la production locale de produits alimentaires par des cultures industrielles ou d'aliments pour le bétail qui n'ont aucun rapport avec les besoins de la communauté. C'est comme ça que les projets contribuent à détruire la structure sociale de la solidarité, de l'échange et de l'auto-régulation au cœur des systèmes alimentaires locaux, laissant les gens dépendre du « marché » pour leur approvisionnement alimentaire. Dans ces projets d'agriculture industrielle, il n'y a pas de place pour les paysans, ni pour leur alimentation, ni pour leurs systèmes agricoles.

Les monocultures aussi, par définition, ne respectent pas la diversité, autre élément crucial de la durabilité. Peu importe les efforts faits pour essayer de les ajuster ou de les « améliorer », elles auront toujours des conséquences irréparables sur les populations, les écosystèmes et le sol. A l'échelle mondiale, cette réduction de l'alimentation de la planète à quelques monocultures, reposant sur une base génétique extrêmement étroite de semences génétiquement modifiées et brevetées, représente des risques imprévisibles désastreux pour le système alimentaire mondial, en particulier pour les pauvres du monde. Dans les « alliances » entre les compagnies, les ONG et les agriculteurs pour faire avancer ces projets de monocultures durables, ces questions fondamentales sont écartées. Il n'y a aucune vision écosystémique, simplement des conceptions morcelées. Il n'y a pas non plus de véritable intérêt à creuser davantage la question. Les communautés affectées qui pourraient parler de leurs problèmes fondamentaux ne sont en général pas très bien informées, consultées ou impliquées dans les projets. Au lieu de ça, les projets essaient de convaincre les organisations locales avec de breloques et des perles. Quand il est question d'argent, bien sûr, le « consensus » qui est réalisé ne profite qu'à très peu. Le vague objectif de durabilité devient alors à peine plus qu'un exercice pour améliorer l'image sociale de l'industrie.

Les organisations locales s'élèvent contre ces tentatives d'utiliser la « durabilité » comme un écran de fumée pour que l'agrobusiness continue l'exploitation, le pillage et la destruction de leurs terres. Ils ont clairement montré que si un projet ne se fait pas dès le départ avec la participation active des communautés locales, en respectant leurs propres formes d'organisation, il est absurde d'imaginer un résultat « durable ». Seule une pratique démocratique totale et profonde basée sur les règles de chaque communauté pourra

produire une durabilité authentique. A une époque où l'action est globale, nous ne devons pas oublier que l'agriculture se crée dans chaque communauté et espace au niveau local. C'est là, dans ce qui fait la spécificité de chaque terre et dans les âmes des paysans et des paysannes qui communiquent encore avec ces terres, que nous trouverons aussi les réponses que nous cherchons.

Sites web sur la monoculture « durable »

- Le site web du WWF (en anglais) qui présente la *Table ronde sur l'huile de palme durable* et la *Table ronde sur le soja durable*, « Our solutions: Forest Conversion Initiative », (« Nos solutions : une initiative de conservation de la forêt »), <http://texcomps.notlong.com>
- Site de la Table ronde sur l'huile de palme durable (en anglais): <http://www.sustainable-palmoil.org>
- Site de la Table ronde sur le soja responsable (en anglais): <http://www.responsiblesoy.org>
- “Articulação Soja” (Site du soja: en portugais brésilien) <http://www.cebrac.org.br/forumnovo/>
- Cargill et l'Office de la nature, *Responsible Sourcing in the Amazon: A partnership between Cargill and The Nature Conservancy, Pilot Project Status Report, February 2006 (Un approvisionnement responsable en Amazonie: : Un partenariat entre Cargill et l'Office de la nature, Rapport sur l'état des lieux du projet pilote, février 2006)* <http://sawdahua.notlong.com> (PDF)

References

[1] Programa Argentina Sustentable, http://www.pas.org.ar/que_es_AS.htm

[2] RSPO, *The Palm Oil Industry*, May 2005, <http://www.sustainable-palmoil.org/background.htm>

[3] Friends of the Earth, *Palm Oil, the survival of the orang-utan and UK company law reform*, May 2006, www.foe.co.uk/resource/briefings/palm_oil_company_law.pdf

[4] The Ram's Horn, Energy and Oil Palm, *The Ram's Horn*, Number 235, January 2006: <http://www.ramshorn.ca/archive2006/235.html#meltdown>

[5] RSPO, *History of RSPO*, May 2005, <http://www.sustainable-palmoil.org/background.htm>

[6] Hillary Chiew, *Disappearing haven*, Malaysian Star, 27 December 2005. <http://apanquer.notlong.com>

[7] Various organisations, *Palm Oil Not welcome in PNG*, Joint Media Release, 18 April 2005, <http://malrouai.notlong.com>

[8] Altieri M and Pengue W, GM Soybean: Latin America's New Coloniser, *Seedling*, January 2006: <http://www.grain.org/seedling/?id=421>

[9] Biodiversidad, ¡No a la « soja sustentable »!, *Revista Biodiversidad*, July 2005, <http://www.grain.org/biodiversidad/?id=290>

Round Table on Responsible Soy website <http://www.responsiblesoy.org>

La source originale de cet article est [grain.org](http://www.grain.org)

Copyright © [Grain](http://www.grain.org), [grain.org](http://www.grain.org), 2006

Articles Par : [Grain](http://www.grain.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca